

KOSSYGUINE A PARIS

Le président du Conseil soviétique rencontre le général de Gaulle, à 11 heures, à l'Élysée

C'est ce matin, à 7 heures, que l'avion de M. Kossyguine est attendu à Orly, venant de La Havane, via Gander, où il aura fait une escale de six heures.

Dès 11 heures, le président du Conseil soviétique se rendra à l'Élysée où il confèrera avec le général de Gaulle pour la seconde fois en quinze jours.

Cette conversation, qui aura lieu dans le cabinet de travail du président de la République, commencera à 11 heures, se poursuivra jusqu'à 12 heures, puis se poursuivra jusqu'à 13 heures.

Black-out à La Havane

M. Kossyguine sera donc resté deux jours absent, sur lesquels il aura consacré deux jours à La Havane, neuf à New York et cinq à La Havane. Sur l'escala cubaine du président du Conseil soviétique plane toujours le black-out le plus complet.

Les consignes de silence sont telles qu'aucun des hauts fonctionnaires susceptibles de connaître quoi que ce soit de concret, n'a accepté jusqu'à présent de faire la moindre remarque, ni sur le climat des conversations, ni même sur l'aspect des deux hommes qui y participent.

Cela étant, les observateurs étrangers en sont réduits au travail de déduction.

Dans une première phase, essentiellement les observateurs, M. Kossyguine a exposé à M. Fidel Castro les raisons de la relative modération de la politique soviétique à l'égard des États-Unis et vraisemblablement les détails du dialogue interrompu qui s'est déroulé entre les deux pays durant la crise du Moyen-Orient.

M. Fidel Castro, de son côté, a certainement expliqué au président du Conseil soviétique, la part que cause aux yeux du communisme latino-américain cette perte de face venant après la reculade effectuée lors de la crise cubaine, ainsi que la nécessité d'éviter un nouvel échec.

Dans une seconde phase, les dirigeants cubains ont exposé à M. Kossyguine les problèmes posés au communisme latino-américain en Amérique latine et notamment en Amérique latine et notamment en Amérique latine et notamment en Amérique latine.

gira à quelques personnalités françaises et soviétiques. L'entretien se poursuivra jusqu'à l'heure du déjeuner que le général de Gaulle offrira en l'honneur de son hôte. Ce repas aura un caractère très intime : il se déroulera dans les appartements privés du chef de l'État et réunira seulement quelques convives. Le chef du gouvernement soviétique doit, en principe, quitter Paris pour Moscou dans le courant de l'après-midi.

Les deux hommes d'État, pensionnés, sont certainement tombés d'accord pour tenter de ressouder le mouvement communiste, l'un en poussant les partis communistes d'Amérique latine à aller ou tout au moins à ne pas aller, à la prochaine réunion de la conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité, l'autre, en s'abstenant de prendre des positions extrémistes qui pourraient paraître critiquer la politique suivie par l'U.R.S.S. vis-à-vis des États-Unis.

Quoi qu'il en soit, M. Kossyguine a quitté La Havane hier dans une atmosphère plus chaleureuse que celle de son arrivée. Il a été acclamé par une foule immense d'étudiants, d'enfants des écoles et de membres des organisations de masse (comités de défense de la révolution, union des jeunes communistes, fédération des femmes cubaines et syndicats ouvriers).

À l'heure de monter à bord de l'avion Ilouchine, le président du Conseil soviétique a reçu l'accolade de Fidel Castro et de son frère Raúl.

Il est soutenu dans cet esprit par Pékin, dont l'influence n'a cessé de croître au détriment de Moscou, et par les Algériens, la dialectique du Boumediène est la même que celle des Syriens. Il ne faut pas oublier que les trois dirigeants qui dirigent aujourd'hui la République arabe de Syrie : Noureddine Atassi, président de la République ; Yousef Zouayeni, premier ministre, et Ibrahim Makhou, ministre des Affaires étrangères, ont servi dans l'A.L.N. (armée de libération nationale) pendant la guerre d'Algérie où ils signaient les blessés du maquis dans les camps de Tunisie. Cette A.L.N. des frontières était sous les ordres de Boumediène. Le lien entre les équipes actuelles au pouvoir à Alger

et à Damas est ancien. Rien d'étonnant à ce qu'un véritable axe se soit constitué entre la Syrie et l'Algérie, à l'exclusion du Caïre.

Pour ces « révolutionnaires », se référant constamment à la conférence tricontinentale de La Havane qui réunit il y a deux ans les représentants de tous les mouvements de libération du tiers monde, le conflit opposant Israël aux Arabes se situe sur le même plan que la lutte menée par les guérilleros de Colombie ou du Vietnam. C'est-à-dire la grande combat de l'humanité — marginal — contre l'impérialisme — impérialiste. Et dans leur transposition romanesque les Syriens assimilent les Israéliens aux « pieds

noirs » d'Algérie. Il s'agit, comme pour ceux-là, de les rejeter à la mer, vers les « métropoles » d'où ils sont venus « coloniser » un morceau de la patrie arabe.

« Ce transfert » est réciproque par Hussein qui, en appelant il y a huit jours un anel pour une réunion au sommet des chefs d'État arabes, affirmait que les problèmes posés par l'existence d'Israël, et subissant sa victoire militaire, sont une affaire qui intéresse d'abord les Arabes et n'a rien à voir avec l'opposition entre l'Est et l'Ouest. Il n'a aucune chance d'être entendu.

1.500 hommes pour assurer la protection d'un trône qui, du reste, personne n'a contesté pendant ces jours de folie où la Jordanie, comme la France de juin 1940, a vécu en plein désarroi.

Aujourd'hui, 6.000 soldats irakiens — une deuxième brigade, est arrivée après le cessez-le-feu — campent autour de la capitale du royaume, près de laquelle ils ont organisé une ligne de défense à trente kilomètres du front, le Jourdain, qui sépare les deux royaumes, les adversaires.

Le choc subi par les soldats jordaniens, comme par les Syriens et les Irakiens, est tel qu'ils sont complètement traumatisés.

Et je doute que ces bataillons épars qui se sont creusés des trous individuels dans les jachères à quelques kilomètres d'Amman et de Damas soient en mesure d'opposer la moindre résistance à une éventuelle poussée des Israéliens qui patrouillent solitairement la ligne théorique

des cessez-le-feu sans jamais apercevoir les militaires d'un face qui sont loin, bien plus loin en arrière. Le comportement du roi pendant la bataille, ou seul parmi les chefs d'État arabes qui paye sa personne, a fait de lui un héros populaire. Il y aura pas de révolution en Jordanie malgré la disparition de l'armée.

D'autre part, les Palestiniens, qui constituaient la moitié de la population jordanienne et ne cessent de troubler la vie du royaume depuis dix-neuf ans, ont complètement changé d'attitude. Ce n'est plus vers Amman qu'ils regardent, ni vers Damas ou le Caïre, dont la propagande avait toujours trouvé parmi eux des échos favorables, mais vers Jérusalem, la Jérusalem juive.

« Puisque c'est comme cela, il n'y a qu'à s'entendre directement avec les Israéliens », disent-ils.

Las, écumés, traumatisés eux aussi, ils en ont assez. Quand j'étais sur le Jourdain regardant passer le triste cortège de ceux qui avaient choisi l'exil, j'ai parlé avec beaucoup de ces Palestiniens qui attendaient accablés sur la rive jordanienne l'arrivée hypothétique des parents restés de l'autre côté. Ils voulaient tous rentrer chez eux. Et seul le refus des sentinelles israéliennes de les laisser revenir les en empêchait.

Depuis le 26 juin, Jérusalem a modifié son attitude et autorise désormais non seulement les rotations mais même les visites. L'Israël a une carte à jouer tel que n'aurait pas prévu les Syriens.

Jean-François Chauvel.

Si Damas n'a pas accepté au plus fort de la crise qui précède les hostilités de placer son armée sous l'autorité du commandement arabe unifié, ce n'est pas seulement par refus de se soumettre à une direction égyptienne que récusent les Syriens, mais aussi pour ne pas entraver le ralliement spectaculaire du roi Hussein à ses ennemis de la veille : Choukri, le Palestinien, et Nasser, geste qui le dédouanait aux yeux des masses arabes. Pour les Syriens Hussein est, avec Fayçal le Saoudien, un adversaire au même titre qu'Israël.

DERRIÈRE LA FAÇADE DE L'UNITÉ

— Damas n'a pas bougé le premier jour de la guerre, ce qui a permis aux Israéliens de contre-attaquer la Jordanie avec les troupes prélevées sur le front syrien, explique un Hussein amer il y a quelques jours.

Et pour cause. Limitant leurs efforts à un pilonnage d'artillerie et quelques sorties aériennes — tant qu'ils eurent des appareils en état de voler — les Syriens ont laissé écraser sans bouger l'armée jordanienne et la brigade irakienne venue en renfort à l'appel de Hussein.

Curieuse coalition où chacun poursuivait des buts différents de ses alliés, sous une communauté d'objectif toute de façade. En fait, les calculs syriens se sont révélés faux sur plusieurs points.

La Jordanie n'a, certes, plus d'armée. Huit des neuf brigades opérationnelles récemment mises sur pied par Hussein ont été annihilées. Mais la dernière brigade, celle des Bédouins de la garde, est suffisante avec ses

1.500 hommes pour assurer la protection d'un trône qui, du reste, personne n'a contesté pendant ces jours de folie où la Jordanie, comme la France de juin 1940, a vécu en plein désarroi.

Aujourd'hui, 6.000 soldats irakiens — une deuxième brigade, est arrivée après le cessez-le-feu — campent autour de la capitale du royaume, près de laquelle ils ont organisé une ligne de défense à trente kilomètres du front, le Jourdain, qui sépare les deux royaumes, les adversaires.

Le choc subi par les soldats jordaniens, comme par les Syriens et les Irakiens, est tel qu'ils sont complètement traumatisés.

Et je doute que ces bataillons épars qui se sont creusés des trous individuels dans les jachères à quelques kilomètres d'Amman et de Damas soient en mesure d'opposer la moindre résistance à une éventuelle poussée des Israéliens qui patrouillent solitairement la ligne théorique

des cessez-le-feu sans jamais apercevoir les militaires d'un face qui sont loin, bien plus loin en arrière. Le comportement du roi pendant la bataille, ou seul parmi les chefs d'État arabes qui paye sa personne, a fait de lui un héros populaire. Il y aura pas de révolution en Jordanie malgré la disparition de l'armée.

D'autre part, les Palestiniens, qui constituaient la moitié de la population jordanienne et ne cessent de troubler la vie du royaume depuis dix-neuf ans, ont complètement changé d'attitude. Ce n'est plus vers Amman qu'ils regardent, ni vers Damas ou le Caïre, dont la propagande avait toujours trouvé parmi eux des échos favorables, mais vers Jérusalem, la Jérusalem juive.

« Puisque c'est comme cela, il n'y a qu'à s'entendre directement avec les Israéliens », disent-ils.

Las, écumés, traumatisés eux aussi, ils en ont assez. Quand j'étais sur le Jourdain regardant passer le triste cortège de ceux qui avaient choisi l'exil, j'ai parlé avec beaucoup de ces Palestiniens qui attendaient accablés sur la rive jordanienne l'arrivée hypothétique des parents restés de l'autre côté. Ils voulaient tous rentrer chez eux. Et seul le refus des sentinelles israéliennes de les laisser revenir les en empêchait.

Depuis le 26 juin, Jérusalem a modifié son attitude et autorise désormais non seulement les rotations mais même les visites. L'Israël a une carte à jouer tel que n'aurait pas prévu les Syriens.

Jean-François Chauvel.

Si Damas n'a pas accepté au plus fort de la crise qui précède les hostilités de placer son armée sous l'autorité du commandement arabe unifié, ce n'est pas seulement par refus de se soumettre à une direction égyptienne que récusent les Syriens, mais aussi pour ne pas entraver le ralliement spectaculaire du roi Hussein à ses ennemis de la veille : Choukri, le Palestinien, et Nasser, geste qui le dédouanait aux yeux des masses arabes. Pour les Syriens Hussein est, avec Fayçal le Saoudien, un adversaire au même titre qu'Israël.

DERRIÈRE LA FAÇADE DE L'UNITÉ

— Damas n'a pas bougé le premier jour de la guerre, ce qui a permis aux Israéliens de contre-attaquer la Jordanie avec les troupes prélevées sur le front syrien, explique un Hussein amer il y a quelques jours.

Et pour cause. Limitant leurs efforts à un pilonnage d'artillerie et quelques sorties aériennes — tant qu'ils eurent des appareils en état de voler — les Syriens ont laissé écraser sans bouger l'armée jordanienne et la brigade irakienne venue en renfort à l'appel de Hussein.

Curieuse coalition où chacun poursuivait des buts différents de ses alliés, sous une communauté d'objectif toute de façade. En fait, les calculs syriens se sont révélés faux sur plusieurs points.

La Jordanie n'a, certes, plus d'armée. Huit des neuf brigades opérationnelles récemment mises sur pied par Hussein ont été annihilées. Mais la dernière brigade, celle des Bédouins de la garde, est suffisante avec ses

1.500 hommes pour assurer la protection d'un trône qui, du reste, personne n'a contesté pendant ces jours de folie où la Jordanie, comme la France de juin 1940, a vécu en plein désarroi.

Aujourd'hui, 6.000 soldats irakiens — une deuxième brigade, est arrivée après le cessez-le-feu — campent autour de la capitale du royaume, près de laquelle ils ont organisé une ligne de défense à trente kilomètres du front, le Jourdain, qui sépare les deux royaumes, les adversaires.

Le choc subi par les soldats jordaniens, comme par les Syriens et les Irakiens, est tel qu'ils sont complètement traumatisés.

Et je doute que ces bataillons épars qui se sont creusés des trous individuels dans les jachères à quelques kilomètres d'Amman et de Damas soient en mesure d'opposer la moindre résistance à une éventuelle poussée des Israéliens qui patrouillent solitairement la ligne théorique

des cessez-le-feu sans jamais apercevoir les militaires d'un face qui sont loin, bien plus loin en arrière. Le comportement du roi pendant la bataille, ou seul parmi les chefs d'État arabes qui paye sa personne, a fait de lui un héros populaire. Il y aura pas de révolution en Jordanie malgré la disparition de l'armée.

D'autre part, les Palestiniens, qui constituaient la moitié de la population jordanienne et ne cessent de troubler la vie du royaume depuis dix-neuf ans, ont complètement changé d'attitude. Ce n'est plus vers Amman qu'ils regardent, ni vers Damas ou le Caïre, dont la propagande avait toujours trouvé parmi eux des échos favorables, mais vers Jérusalem, la Jérusalem juive.

« Puisque c'est comme cela, il n'y a qu'à s'entendre directement avec les Israéliens », disent-ils.

Las, écumés, traumatisés eux aussi, ils en ont assez. Quand j'étais sur le Jourdain regardant passer le triste cortège de ceux qui avaient choisi l'exil, j'ai parlé avec beaucoup de ces Palestiniens qui attendaient accablés sur la rive jordanienne l'arrivée hypothétique des parents restés de l'autre côté. Ils voulaient tous rentrer chez eux. Et seul le refus des sentinelles israéliennes de les laisser revenir les en empêchait.

Depuis le 26 juin, Jérusalem a modifié son attitude et autorise désormais non seulement les rotations mais même les visites. L'Israël a une carte à jouer tel que n'aurait pas prévu les Syriens.

Jean-François Chauvel.

Si Damas n'a pas accepté au plus fort de la crise qui précède les hostilités de placer son armée sous l'autorité du commandement arabe unifié, ce n'est pas seulement par refus de se soumettre à une direction égyptienne que récusent les Syriens, mais aussi pour ne pas entraver le ralliement spectaculaire du roi Hussein à ses ennemis de la veille : Choukri, le Palestinien, et Nasser, geste qui le dédouanait aux yeux des masses arabes. Pour les Syriens Hussein est, avec Fayçal le Saoudien, un adversaire au même titre qu'Israël.

DERRIÈRE LA FAÇADE DE L'UNITÉ

— Damas n'a pas bougé le premier jour de la guerre, ce qui a permis aux Israéliens de contre-attaquer la Jordanie avec les troupes prélevées sur le front syrien, explique un Hussein amer il y a quelques jours.

Et pour cause. Limitant leurs efforts à un pilonnage d'artillerie et quelques sorties aériennes — tant qu'ils eurent des appareils en état de voler — les Syriens ont laissé écraser sans bouger l'armée jordanienne et la brigade irakienne venue en renfort à l'appel de Hussein.

Curieuse coalition où chacun poursuivait des buts différents de ses alliés, sous une communauté d'objectif toute de façade. En fait, les calculs syriens se sont révélés faux sur plusieurs points.

La Jordanie n'a, certes, plus d'armée. Huit des neuf brigades opérationnelles récemment mises sur pied par Hussein ont été annihilées. Mais la dernière brigade, celle des Bédouins de la garde, est suffisante avec ses

Podgorny à Damas

La visite du chef de l'État soviétique en Syrie est un prolongement de son voyage en Égypte, dit-on à Moscou

Moscou, 30 juin (A.F.P.). La haute personnalité soviétique dont Damas avait annoncé il y a quelques jours « la prochaine visite en Syrie » a quitté Moscou discrètement et après-midi il s'est dirigé vers Damas.

D'après M. Nicolas Podgorny lui-même.

La capitale soviétique étant à 4 h. 30 de vol de Damas, on attendait l'arrivée de M. Podgorny vers 21 h. 30. En fait, l'aéroport est resté désert et la discrétion officielle totale. On a finalement appris que le président soviétique faisait escale à Tiblisi, en Géorgie et n'atteindrait la Syrie que samedi matin.

Devant le palais qui sert de résidence aux hôtes officiels, une immense affiche a été apposée avec cette inscription écrite en arabe et en russe : « Vite l'amitié soviéto-arabe ! ».

La Syrie est celle des États arabes engagés dans la guerre contre Israël qui a perdu le moins de territoires, et elle a été la dernière à signer le cessez-le-feu.

Quant à son armée qui est équipée de matériel soviétique, elle est sortie presque intacte du conflit, à l'exception de son aviation, dotée de chasseurs « Mig », qui a été pratiquement anéantie.

« comme un prolongement du précédent. A Damas, M. Podgorny aura des entretiens avec le président Noureddine Atassi, qu'il avait vu, à Moscou, le 30 mai dernier, quelques jours avant le déclenchement des hostilités au Moyen-Orient.

Dans les milieux informés, on s'attendait que le président Podgorny demande, comme il l'avait fait au Caïre, un droit de contrôle soviétique sur l'aide militaire et économique, et qu'il donne des assurances aux diri-

geants syriens en ce qui concerne les entretiens Kossyguine-Johnson de Glasboro.

On estime que son séjour à Damas, où la défaite a été moins ressentie et moins méritée qu'au Caïre.

Le remède socialiste

Le nouveau vocabulaire employé à Moscou pour analyser la situation intérieure de certains pays arabes, l'Égypte notamment, laisse à penser que tout en constituant un revers pour la diplomatie soviétique et ses alliés du Moyen-Orient, le terme Israël-arabe et ses conséquences ont en fait ouvert à l'U.R.S.S. la possibilité d'accélérer le processus de socialisation dans les plus progressistes de ces pays.

L'inventaire de la situation, supervisé par M. Podgorny au Caïre et à Damas, avec l'aide de spécialistes militaires, devrait conduire, pense-t-on, à la reconnaissance d'un caractère véritablement bourgeois de la révolution, en tant que remède unique à l'embourgeoisement des militaires, au désarmement des masses et notamment des jeunes, à l'insurrection idéologique des dirigeants.

Les vieux concepts panarabes ou sionistes semblent ainsi dépassés : c'est entre un socialisme qui doit s'imposer parce qu'il est la seule armature possible dans les conditions données et l'impérialisme, que l'on doit discerner « dans le dos d'Israël », que les visites de Podgorny placent les dirigeants égyptien et syrien.

Qu'il en soit, du côté soviétique on n'a donné aucune publicité au départ de M. Podgorny pour la Syrie. Les journalistes n'ont pu que se fier à l'aéroport et le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a refusé de préciser la durée de la nature de ce voyage.

Nouvelles promesses de l'U.R.S.S.

La publication par l'agence Tass d'un message adressé par MM. Podgorny, Brejnev et Kossyguine à l'Organisation de solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique qui tient actuellement sa conférence extraordinaire au Caïre, à l'heure où l'avion spécial du président soviétique quittait Moscou, n'a pu que rassurer les kibboutz syriens. Ce message déclare que « l'Union soviétique continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer la paix et la sécurité des peuples, pour liquider les foyers d'agression dans le Proche-Orient et au Vietnam et pour mettre un terme à toutes les tentatives qui seraient les impérialismes pour rétablir leur domination sur les peuples ayant conquis la liberté ».

M. ESHKOL en « Syrie occupée »

Tel-Aviv, 30 juin (A.F.P.). — M. Lévi Eshkol, accompagné du général Moshe Dayan, ministre de la Défense, du général Itzhak Rabin, chef de l'état-major, a visité, vendredi, les kibboutz de la zone nord qui avaient essuyé le feu syrien pendant les hostilités, ainsi que le territoire syrien actuellement occupé par les troupes israéliennes. Il n'est pas allé visiter les lieux où de violents combats ont eu lieu.

Après une courte visite à Ku-neitra, le premier ministre et son groupe se sont rendus en hélicoptère au mont Harmon.

D'autre part, M. Lévi Eshkol a adressé au pape Paul VI un message qui a été remis aujourd'hui au cardinal Agazzi, ambassadeur d'Israël à Rome.

Le message a été apporté par M. Yacov Herzog, directeur général de la présidence du Conseil, accompagné de M. Ehad Avriel, ambassadeur à Rome. Le chef du gouvernement y exprime ses vœux à l'occasion de l'anniversaire du couronnement de Paul VI que l'on célèbre aujourd'hui.

ISRAËL VA PUBLIER DEUX LIVRES BLANCS

Jérusalem, 30 juin (A.F.P.). — Israël va publier un livre blanc sur l'aide militaire et politique de l'U.R.S.S. aux pays arabes. Un second livre blanc donnera un fac-similé et une traduction de tous les documents saisis par les troupes israéliennes et se rapportant aux plans arabes de destruction de l'État d'Israël. Les deux livres blancs seront publiés la semaine prochaine.

Lors de la rupture de ses relations diplomatiques avec Tel-Aviv, Varsovie souligna que cette décision était notamment la conséquence « de la volonté d'Israël de soumettre les pays arabes aux lois du néo-colonialisme ». Ainsi, rappelle-t-on le subtil distinguo établi de longue date, entre « juifs et sionistes » et qui est des constantes de la terminologie marxiste dont la première

trace peut être relevée dès 1920, à l'occasion du deuxième congrès de l'Internationale communiste.

Evolution alors les tentatives développées à cette époque pour créer un État juif, la résolution finale précisait : « Sous le prétexte de créer un État juif, en Palestine, dans une région où les Israéliens sont largement minoritaires, le sionisme a tiré les troupes arabes à l'exploitation de l'impérialisme britannique... La collaboration entre l'impérialisme et le sionisme ne date donc pas d'hier.

Les armes secrètes

La deuxième arme secrète utilisée par l'arsenal de la propagande des démocraties populaires est « la collusion entre Bonn et Tel-Aviv ». C'est ainsi que Radio Varsovie rapporte que les ouvriers des entreprises de Katowice ont approuvé, à l'unanimité, ces jours derniers, un ensemble de résolutions exprimant « leur indignation

face à la plume de Roquebrune-Cap-Martin

LES RÉSIDENCES LES JARDINS DU BORD DE MER

Ensemble immobilier de GRAND STANDING comportant parc, piscine d'eau de mer et club vous invitent à visiter leur APPARTEMENT MODÈLE — Prix fermes

Bureau de vente ouvert tous les jours, dimanches et jours fériés

CONSTRUCTEUR : S.E.R.O.R., membre de la F.N.C.P. — Garantie bancaire U.C.I.P.

Vente et documentation : FRAMONT, 6, boulevard des Moulins - MONTE-CARLO - (16-93) 30.86.38

Autocritique inattendue du porte-parole officiel de Nasser

« NOUS COMMETTONS TOUJOURS DE NOMBREUSES FAUTES »

écrit le rédacteur en chef de « Al Ahram »

Le Caïre, 30 juin (A.F.P.). — L'article hebdomadaire arabe sur la situation intérieure, intitulé « Autocritique inattendue », paru dans le quotidien égyptien Al Ahram et porte-parole officiel du président Nasser, a pris aujourd'hui la forme d'une autocritique inattendue.

« Nous commettons toujours de nombreuses fautes », écrit sans ambages M. Heykal.

« LA PREMIÈRE, qui a abouti à « fermer certaines voies entre les Arabes et l'Occident », est, selon lui, que « nos paroles expriment souvent plus que nous ne pouvons faire. Ainsi agissant nous nous en lançant les appels au meurtre et à l'écrasement » (d'Israël).

« LA SECONDE, poursuit M. Heykal, « est que les Arabes exposent mal leurs causes devant leurs interlocuteurs étrangers. Nous ne nous sommes pas assez montrés avec des derniers sur des bases ne comportant que du blanc ou du noir, oubliant toutes les nuances qui existent entre ces deux extrêmes ».

« TROISIÈME ERREUR : Nous n'avons eu contact avec le monde extérieur d'une manière directe et efficace que dans nos moments de crise. La conséquence en est que nous ne sommes pas toujours en mesure de nous adapter à la vie de tous les jours ».

« A mon avis, poursuit alors M. Heykal, il existe pourtant en Europe occidentale des portes ouvertes, il faut donc regarder à travers pour découvrir qu'il existe des possibilités encourageantes. En Europe, particulièrement, et en premier lieu celles ouvertes par l'attitude du général de Gaulle, en dépit des contrats d'achat d'armes conclus entre Israël et les usines Dassault.

« En Grande-Bretagne, même, estime M. Heykal, il existe des facteurs encourageants qui méritent d'être pris en considération, les derniers événements survenus au Moyen-Orient ayant permis à certains yeux de se désillusionner.

En revanche, le rédacteur en chef d'Al Ahram se montre pessimiste en ce qui concerne l'attitude des États-Unis qui, « sous la direction de leur président, ont cherché à nous faire sentir le danger pour eux et pour le monde entier ».

« Enfin, M. Heykal s'attarde sur la situation intérieure égyptienne. Il fait, écrit-il, que chacun d'entre nous présente ses comptes, il faut aussi que nous comprenions certaines leçons. Mais le moment de présenter ces comptes ne viendra que lorsque les séquelles de

l'agression israélienne seront liquidées. Alors, le monde arabe sera profondément ébranlé intérieurement et des vérités nouvelles apparaitront dont nous ne pouvons déceler une partie avant de passer aux autres ».

Ce dernier propos est considéré ici comme une réponse aux jeunes officiers et à la population qui s'efforcent que les généraux égyptiens, considérés par l'opinion publique comme responsables de la défaite, ne soient pas traduits plus vite en justice.

Après avoir fait l'éloge de l'U.R.S.S., « amie véritable qui n'a égaré aucun effort sur le plan économique, politique et militaire », M. Heykal découvre alors qu'une autre faute a été commise : « C'était une erreur de penser que l'U.R.S.S. allait combattre avec nous comme le firent les États-Unis avec Israël, car les liens que nous avons avec l'Union soviétique sont différents de ceux qui unissent les États-Unis à Israël ».

Le long article de M. Heykal, qui ne compte pas moins de six mille mots, se termine par une information officielle — la première — sur le nombre de morts égyptiens de la guerre : cinq mille.

VIENNE : J. GUILLEMÉ-BRULON

NATIONS UNIES: Léo SAUVAGE

Fin de toutes oratoires à l'Assemblée générale extraordinaire

Fiévreuses négociations autour des projets de résolution

Nations Unies, 30 juin. (De notre envoyé spécial permanent.)

LES toutes oratoires de l'Assemblée générale extraordinaire de l'O.N.U. sont arrivées à leur fin, et s'il existait un « vermomètre » pour mesurer le débit et la direction du flot de paroles déversé à la tribune durant deux semaines, ses indications ne manqueraient pas de donner satisfaction à M. Alexis Kossyguine, le « starter » de ce marathon.

Delivres, grâce à la victoire des troupes israéliennes, de la perspective d'être pour la seconde fois en un quart de siècle les témoins passifs ou impuissants de l'extermination d'un peuple (car personne ne doute que si les forces arabes étaient entrées à Tel-Aviv, il aurait été question, aujourd'hui, comme l'a dit M. Abba Eban, non pas de « réfugiés », mais de « réfugiés juifs »).

De leur côté, pendant toute la journée d'hier, des délégations comme celle du Danemark, notamment, mais aussi celles du Japon ou du Bénin, ont travaillé à la mise au point d'un

projet qui, pour recommander le retrait des troupes israéliennes, suppose tout au moins l'abandon, par les pays arabes, de leurs « droits de belligérants ».

De récentes dépêches montrent qu'une exigence de ce genre est plus nécessaire que jamais. Elles confirment, par exemple, que les hommes « assoiffés de paix » du Kremlin ont recommencé à four-

cher à la mise au point d'un projet qui, pour recommander le retrait des troupes israéliennes, suppose tout au moins l'abandon, par les pays arabes, de leurs « droits de belligérants ».

La « résolution révisée » des non-engagés et celle des Dix-huit

(A. F. P.). — La Yougoslavie a soumis à l'Assemblée une version « révisée » de la résolution des non-engagés, demandant le retrait des forces israéliennes aux positions occupées avant le 5 juin 1967 (au lieu des lignes d'armistice de 1949), et qui insiste le secrétaire général à désigner au moment opportun un représentant